

Israël «I adresse des menaces voilées aux avocats des ONG palestiniennes d'clarées hors la loi

Description

Une lettre du ministre de la Défense aux avocats qui représentent les six organisations insinue que leur action juridique peut être considérée comme une violation des lois anti-terroristes.

Par Oren Ziv, le 18 juillet 2022

pastedGraphic.png
L'avocat Michael Sfar. (Oren Ziv)

Un représentant officiel du ministre de la Défense a envoyé une lettre à plusieurs avocats représentant les six organisations palestiniennes qui ont été désignées par Israël «I organisations terroristes » insinuant que ces actes pourraient être une violation des lois anti-terroristes israéliennes.

Selon la lettre, envoyée le 14 juillet à Michaël Sfar qui représente Al-Haq, Avigdor Feldman qui représente [l'Union des Comités des travailleurs agricoles](#) (UAWC), et un autre avocat qui représente une des six autres organisations désignées illégalement par le ministre de la Défense, Benny Gantz, en octobre 2021, tous les trois peuvent être en situation de violation des lois israéliennes contre le terrorisme pour les honoraires qu'ils reçoivent de ces groupes.

La lettre déclare qu'il avait été demandé aux avocats d'avoir préalablement l'approbation du ministre des Finances pour percevoir des honoraires, de manière à assurer qu'ils seraient en dehors de la législation israélienne anti-terroriste. Bien que cela ne soit pas écrit, la lettre implique que l'acte même de recevoir des honoraires pourrait s'apparenter à un délit en matière de sécurité, passible de graves sanctions en Israël.

La lettre a été envoyée avant le 20 juillet, date à laquelle le comité du ministre de la Défense entendra les appels de Al-Haq et de [Defense For Children International-Palestine](#) (DCI-P), deux des six organisations qui tentent de rejeter leur désignation. Le conseiller juridique du ministre de la Défense, qui a envoyé les lettres, représentera l'État dans ces audiences. « Vu les détails et le sens de la lettre », a écrit Sfar dans une réponse au ministre de la Défense, « il est très difficile de ne pas l'interpréter comme une menace de la part du gouvernement envers un avocat dont le travail est strictement légal ».

Les avocats disent que non seulement ils ont informé le ministre de la Défense par avance qu'ils représenteraient ces groupes, mais que c'est la toute première fois qu'ils reçoivent une telle notification, qu'ils considèrent comme un peu plus qu'une tentative de les menacer. Dans sa lettre, Sfar a déclaré qu'il n'approuve pas la position selon laquelle une approbation préalable est nécessaire pour percevoir des honoraires d'avocats, ajoutant qu'il

représente des organisations qui ont été déclarées « organisations terroristes » depuis plus de dix ans et qu'il en a informé le ministre de la Défense chaque fois.

Presque toutes les organisations palestiniennes des territoires occupés, y compris l'OLP, le Fatah et d'autres, sont représentées « organisations terroristes » par Israël. Sfar a critiqué l'absurdité d'une situation dans laquelle le même ministre qui est l'auteur dans la désignation essaie maintenant d'empêcher ces organisations d'avoir une représentation juridique, disant que cette position donne au ministre le pouvoir de « conduire les organisations en question à chercher d'autres représentants, peut-être du type qui conviendrait mieux à l'état ».

pastedGraphic_1.png

Les directeurs de cinq groupes palestiniens de défense des droits déclarés « organisations terroristes » par Israël (de gauche à droite): Shawan Jabarin de Al-Haq, Ubai Al-Aboudi du Centre Bisan, Fuad Abu Saif de l'UAWC, Sahar Francis Addameer, et Khaled Quzmar de DCI-Palestine, à Ramallah, Cisjordanie, 28 octobre 2021. (Oren Ziv)

La lettre du ministre de la Défense a été envoyée deux jours avant que neuf pays européens ne déclarent avoir rejeté la qualification de terroristes. Après la déclaration de Gantz, les pays européens bailleurs ont poursuivi leurs propres investigations sur les allégations israéliennes. Près de neuf mois plus tard, largement à un [rapport d'enquête](#) de +972, Local Call, et de The Intercept, ils ont conclu « qu'aucune information substantielle n'avait été révisée par Israël qui justifierait de revoir notre politique » envers les organisations et qu'en conséquence, ils continueraient à financer les groupes et à collaborer avec eux. La décision intervient plusieurs semaines après que l'Union Européenne a pareillement déclaré qu'après avoir considéré les demandes d'Israël, elle continuerait à soutenir Al-Haq.

Adalah, un centre juridique palestinien de Haïfa qui représente trois des organisations, Addameer, l'Union des Comités de Femmes Palestiniennes et le Centre Bisan, mais qui n'a pas reçu une telle notification, a qualifié la lettre de « poursuite directe et naturelle de la persécution politique des six organisations palestiniennes et d'une tentative d'intimider les milliers de Palestiniens et d'Israéliens qui ont exprimé un soutien sans réserve à ces organisations et à la totalité du peuple palestinien. Cet incident prouve une fois de plus que la belligérance et l'oppression du régime israélien ne connaissent pas de limites et que la persécution des organisations de défense des droits humains et de la société civile palestinienne qu'il agit d'un obscur et dangereux régime que les nations du monde doivent arrêter ».

Oren Ziv est photjournaliste et membre fondateur du collectif photographique Activestills

Traduction SF pour l'Agence Media Palestine

Source : [+ 972](#)

date créée
2022/07/19